SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

19 MARS 2025

Présents : Messieurs HUCHET, GUILLEMOT, COLA, VITRAC, GUERIN, LARRE, NATIVEL, VEILLON
Mesdames CHALLET, HUCHET D, SOUSA,
Procuration de Madame FREDOU à Madame D. HUCHET
de Monsieur EYQUEM à Monsieur LARRE
de Madame VAILLANT à Monsieur HUCHET
Absents excusés Monsieur EYQUEM ; Mesdames FREDOU, VAILLANT, WATELET
Absents Mesdames BLAZY, SABOURIN ; Monsieur DUBOIS

I – ADOPTION DU COMPTE RENDU

Le compte rendu de la séance du 30 décembre 2024 est adopté à l'unanimité.
Après avoir constaté que le quorum était atteint Monsieur HUCHET, Maire ouvre la séance.

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Bernard GUILLEMOT est désigné secrétaire de séance.

II – RENOUELEMENT CONTRAT GROUPE ASSURANCE STATUTAIRE 2026-2029 AVEC LE CENTRE DE GESTION

Monsieur le Maire expose que le Centre de Gestion de la Gironde (CDG33) met en place un « contrat groupe ». Les communes intéressées ont jusqu'au 20 mars en utilisant le coupon réponse.

Ce coupon réponse n'a pour seul objectif que de permettre au CDG33 d'organiser la procédure de mise en concurrence. La commission d'appel d'offre du CVDG33 choisira l'entreprise d'assurance agréée, que la collectivité sera libre d'accepter ou non.

La collectivité peut souscrire un ou plusieurs contrats d'assurances statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge. Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Vu la loi n°84-53 du 26-01-1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique Territoriale, notamment l'article 26 ;
- Vu le décret n°86-552 du 14-03-1986 relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

DECIDE :

- de charger le Centre de gestion de lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des contrats d'assurances auprès d'une entreprise agréée.

Ces contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la CNRACL : décès, congé pour invalidité temporaire imputable au service maladie ordinaire et temps partiel pour raison thérapeutique sans lien avec un arrêt préalable longue maladie et maladie longue durée, maternité, paternité et accueil de l'enfant, temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office, grave maladie, maternité, paternité et accueil de l'enfant, temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire ;
- agents affiliés IRCANTEC : congé pour invalidité imputable au service, maladie ordinaire, grave maladie, maternité, paternité et accueil de l'enfant ;

Ces contrats devront avoir les caractéristiques suivantes :

- durée du contrat : 4 ans avec effet au 1^{er} janvier 2026 sous le régime de capitalisation.

Il est précisé que la décision éventuelle, d'adhérer aux contrats proposés, sera soumise à l'Assemblée délibérante avec signature d'une convention spécifique avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde.

III - RIFSEEP – MODALITES DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION

Monsieur le Maire rappelle que les collectivités doivent déterminer le sort du régime indemnitaire en cas d'absence des agents en fonction des problèmes d'absentéisme.

Lors de sa réunion du 17-10-2024 (Cf. IV) le Conseil municipal s'est prononcé sur ce point.

Rappel de la position du Conseil municipal

La réglementation prévoyait que le versement des primes en cas de placement en congé de longue maladie (CLM), de grave maladie (CGM) ou de congé de longue durée (CLD) était suspendu au sein de la fonction publique de l'Etat (décret 2010-997). L'article L714-4 du code général de la fonction publique territoriale dispose que les organes délibérant des Collectivités territoriales fixent les régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale, Toutefois les régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale ne doivent pas être plus favorables que ceux prévus dans la fonction publique de l'Etat.

A la suite d'un accord interministériel, les garanties dans la fonction publique ont été améliorées (décret 2024-641). Pendant les périodes de congé longue maladie (CLM) et de congé de grave maladie (CGM), les fonctionnaires de l'Etat bénéficieront du maintien du régime indemnitaire dans les proportions suivantes :

- 33% des primes la première année (le salarié bénéficiant du salaire à taux plein)

- 60% les deuxième et troisième années (le salarié ne bénéficie plus que du demi traitement)

Elles resteront suspendues en cas de placement en congé de longue durée (CLD). Compte tenu du principe de libre administration des collectivités territoriales, l'organe délibérant peut modifier la délibération régissant les primes versées aux agents afin de transposer, dès le 1^{er} septembre 2024 les règles applicables à la fonction publique de l'Etat.

Après avoir entendu les explications et commentaires de Monsieur le Maire, l'assemblée délibérante, retient, à l'unanimité la portée du décret du 2024-641.

Après consultation, le Comité Social Territorial lors de sa réunion du 28 janvier 2025 a rendu un avis favorable à l'application des décrets :

- n°2021-571 du 10 mai 2021 ; art.54
- n°91-875 du 6 septembre 1981, modifié et n°2014-513 du 20 mai 2014, modifié.

En conséquence l'Assemblée délibérante confirme, à l'unanimité, la position prise le 17 octobre 2024.

III – INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Vu le code général des collectivités territoriale et celui de la fonction publique

Vu le décret n°2002-60 du 14-01-20902 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires et celui n°2004-777 du 29-07-2004 relatif au temps partiel ;

Vu le décret 2020-592 du 15-05-2020 concernant les modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires ;

A cet effet il importe de distinguer les heures complémentaires des heures supplémentaires.

La réalisation effective de ces heures, doit être exceptionnelle et doit résulter d'une demande de l'autorité territoriale.

I - Heures complémentaires : seuls les agents de catégorie A, B ou C (fonctionnaires et agents contractuels) de droit public à temps non complet peuvent faire des heures complémentaires.

II - Heures supplémentaires : elles ne peuvent être effectuées que par des agents de catégorie B ou C. Les agents de catégorie A en sont exclus sauf s'il s'agit d'emplois de la filière médico-sociale.

Ainsi sont concernés les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois suivants :

- Rédacteurs territoriaux, adjoints administratifs ;
- Techniciens, agents de maîtrise, adjoints techniques, adjoints du Patrimoine, Agents sociaux.

Ces heures seront compensées soit par l'attribution d'un repos compensateur et/ou par le versement de l'indemnité horaire. L'article 3 du décret du 14-01-2002 dispose que la compensation peut être réalisée en tout ou partie sous forme d'un repos compensateur dont les modalités seront définies en fonction des nécessités de service.

- Régime de majoration du temps de récupération des heures supplémentaires : Ces majorations sont définies selon la circulaire NOR : LBL/B/02/10023C du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale. La majoration de nuit, de dimanche ou jours fériés est instaurée, par une majoration de 100% pour le travail de nuit et de 2 / 3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.
- Le contrôle des heures supplémentaires sera réalisé sur la base d'un décompte déclaratif.

Sur l'avis favorable du Comité Technique Territorial, le Conseil municipal, après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire DECIDE à l'unanimité d'instaurer :

- le régime des heures supplémentaires et celui des compensations pour les heures supplémentaires,
- d'instituer la majoration du temps de récupération des heures supplémentaires et son contrôle.

II – DELEGATION D'ADMISSION EN NON-VALEUR A L'EXECUTIF LOCAL

Monsieur le Maire expose que l'art. L2122-212, 30° du CGCT issue de la loi 3DS du 21-02-20212 lui donne la possibilité, sur délégation de l'Assemblée délibérante, d'admettre en non-valeur les titres de recettes présentés par le Comptable public correspondant aux créances irrécouvrables.

L'art D2122-7-2 du CGCT fixe un seuil plafond à 100 € au-delà desquels la délégation des décisions d'admission en non-valeur ne peut intervenir. Les perspectives de recouvrement étant jugées insuffisantes pour poursuivre des diligences.

La décision d'admission en non-valeur par le Maire doit être pris par un arrêté, conforté de la délibération de délégation de l'assemblée délibérante.

Il est enfin précisé que l'exécutif rendra compte de l'exercice de cette délégation au moins une fois par an au moyen d'un état listant les créances admises en non-valeur, assorties du motif d'admission.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et des représentés, lui donne délégation pour admettre en non-valeur les créances irrécouvrables représentant une valeur de 100 € maximum.

VI - SDEEG – CONSULTATION POUR EXTENSION DE SON PERIMETRE

Il est exposé que les communes de JUGAZAN, LA REOLE, LE TUZAN, BASSANNE, SAINT SULPICE-DE-POMMIER, BLESIGNAC, FLOIRAC, BLAIGNAC, BROUQUEYRAN, CAMIAC-ET-SAINT-DENIS, COURS DE MONSEGUR, COURS-LES-BAINS, ETAULIERS, FRONTENAC, GANS, NOAILLAC, PUJOLS, SAINTE-RADEGONDE, SAVIGNAC, SIGALENS et SILLAS ont fait part de leur souhait d'adhérer au SDEEG (syndicat départemental Energies et Environnement de la Gironde) et le transfert d'une compétence exercée par la Syndicat.

Considérant :

- la délibération du Comité Syndical du SDEEG en date du 17 décembre 2024 ;

- la notification faite par le SDEEG de la volonté desdites communes de devenir membre du Syndicat.
Conformément aux dispositions de l'art. L5211-18 du CGCT, le périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) peut être étendu par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, cette extension est subordonnée à l'accord du Conseil municipal de chaque commune membre de l'EPCI dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification visée ci-dessus.

Considérant qu'il est de l'intérêt de l'ensemble des communes d'élargir le périmètre du Syndicat et après en avoir délibéré
ACCEPTE l'adhésion de ces communes au SDEEG et l'extension du périmètre du Syndicat.

VII – PROPOSITION DE CESSION A TITRE GRATUIT D'UNE PARCELLE DE TERRE

Monsieur le Maire évoque la proposition d'un propriétaire de céder à titre gratuit à la commune une parcelle de terre d'une contenance de 78 m2 située lieu-dit cadastral « Maison Neuve », section ZH n°218.

Les actes seront passés en l'Etude de Maître BELLIVIER DE PRIN, notaire à Coutras, les frais d'actes seront supportés par la commune.

Après débats l'équipe municipale, à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte cette cession à titre gratuit.

VIII – SERVITUDE DE PASSAGE POUR ENEDIS SUR UN TERRAIN COMMUNAL

Monsieur le Maire soumet à l'équipe municipale le projet de convention avec la société ENEDIS, Direction Régionale Aquitaine Nord.

Ce projet de convention a pour but d'établir à demeure, sous la parcelle cadastrée section ZL n°0082, lieu-dit « Près de Malibeu », domaine privé de la commune, quatre (4) canalisations souterraines haute tension (20 000 volts) de un (1) mètre de large sur une distance de 740 mètres (situation parcellaire jointe).

Pour réaliser cette opération ENEDIS pourra être appelé à réaliser des travaux d'élagage, abattage ou dessouchage qui pourraient occasionner des dommages aux ouvrages.

La commune conserve la propriété et la jouissance de la parcelle considérée mais s'interdit le retrait ou la modification de ces ouvrages.

A titre compensatoire ENEDIS versera la somme forfaitaire de 370 €.

Les dégâts qui pourraient être occasionnés aux cultures, bois à l'occasion de cette opération feront l'objet d'une indemnité.

La présente convention :

- prendra effet dès la date de la signature. Ainsi ENEDIS pourra engager les travaux nécessaires à son opération ;
- est conclue pour la durée d'implantation des ouvrages.

Après avoir pris connaissance du projet de convention, entendu les explications de Monsieur le Maire, l'Assemblée délibérante accorde la servitude de passage à ENEDIS et autorise le représentant de la commune à signer la convention avec ENEDIS, Direction Régionale Aquitaine Nord.

IX - NOUVELLE DENOMINATION DES VOIES COMMUNALES – ADRESSAGE LEGAL

Monsieur le Maire rappelle :

- la réunion de la commission urbanisme du 25 mars 2024
- les délibérations des 14-02-2024, 06-04-2024 et la réunion publique qui s'est tenue le 14-11-2024

Il informe les membres de l'équipe municipale que la dénomination des voies communales et des voies privées ouvertes à la circulation est laissée au libre choix de ses membres. La délibération qui en résultera sera exécutoire par elle-même.

Il importe, pour répondre aux besoins des services publics (services de secours, connexion aux réseaux, et autres services commerciaux comme la délivrance du courrier et des livraisons...) d'identifier clairement les adresses des immeubles.

Considérant l'intérêt communal que présente la dénomination des voies il est demandé à l'assemblée délibérante :

- de valider les noms attribués à l'ensemble des voies communales et privées ouvertes à la circulation et des lieux-dits énoncés ci-dessous ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- d'adopter les dénominations suivantes :

Avenue Victor-Hugo	Route de Chamadelle	Rue de Lanière
Chemin du Rang	Route de Ceinture	Rue de Lavergne
Impasse de Benaugue	Route de Château Gaillard	Rue de Navarre
Impasse de Bessanges	Route de Coutras	Rue des Amoureux
Impasse de Lacombe	Route de La Barde	Rue des Boueyges
Impasse de la Dronne	Route de la Gare	Rue de Colombages
Impasse de la Métairie	Route de la Station	Rue des Doubleauds
Impasse de Reyraud	Route de Malibeu	Rue des Grands Sillons
Impasse des Berges	Route de Patris	Rue des Hortensias
Impasse des Sables	Route de Saint Christophe	Rue des Nauves
Impasse du Bois de Fournet	Route de Saint Médard	Rue des Pibles
Impasse du Bourg	Route de Saint Michel	Rue des Tonneliers
Impasse du Canton	Route des Grands Horruts	Rue du Bac
Impasse du Frene	Route des Guiots	Rue du Barrage
Impasse du Hameau	Route du Champ de la Treille	Rue du Bois de La Brande

Impasse du Petit Croizet	Route du Fieu	Rue du Breuil
Impasse du Terrier	Route du Pin	Rue du Camping
Impasse de la Chapelle	Rue Baudou	Rue du Piron
Place de La Poste	Rue de Bel Air	Rue de Rappo
Place du Calvaire	Rue de Boissier	Rue Henri-IV
Place du Moulin	Rue de Drillhon	Rue Pasteur
Route d'Angoulême	Rue de La Faisane	Rue Pierre-Curie
Route de Brande Bergère	Rue de la Manufacture	

X – AVIS SUR LE PLUI ARRETE

Monsieur le Maire indique que le Conseil municipal est appelé à donner son avis sur le projet de PLUi-HD.

I – déroulement

- 12 février 2025 : arrêt du projet rendu en réunion du Conseil communautaire ;
- 06 février : transmission, en version dématérialisée, du bilan de la concertation et le projet du PLUI-HD à l'ensemble des 45 communes

L'avis des communes doit être rendu dans un délai de trois (3) mois à compter du 12 février (arrêt du projet en Conseil communautaire). A défaut l'avis sera réputé favorable. Si l'une des communes émet un avis défavorable l'organe délibérant de l'EPCI délibèrera à nouveau et arrêtera le projet de PLUi à une majorité qualifiée.

Cet avis sera joint au dossier d'enquête publique avec ceux recueillis lors des consultations (L153-16 et ss du code de l'urbanisme) puis le président de la CALi soumettra le projet à enquête publique.

Le projet de PLUi-HD arrêté sera notifié pour avis :

- aux PPA (personnes publiques et associées) ;
- à la CDPENAF (commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestier)
- au comité régional de l'habitat et de l'hébergement ;
- aux communes limitrophes et aux EPCI intéressés.

Les personnes ainsi consultées doivent donner un avis dans les limites de leurs compétences dans un délai de 3 mois après transmission. A défaut ces avis seront réputés favorables.

Les associations locales d'usagers agréées et les associations de protection de l'environnement pourront – à leur demande – consulter le projet de PLUi arrêté (L132-12 du code de l'environnement).

Après son approbation prévue fin 2025 le PLUi deviendra opposable à tous les projets de construction et d'aménagement. Il remplacera et se substituera à l'ensemble des documents d'urbanisme en vigueur (PLU, carte communale, DARNU).

II – composition du PLUi-HD

- le rapport de présentation avec le diagnostic, les capacités de densification, les choix pour le PADD ;
- le PADD définit le projet d'urbanisme et de développement sur un horizon de 12 ans (remis et débattu en séance du Conseil municipal le 17-10-2024) ;
- les OAP et les POA qui définissent les programmes d'actions et d'orientations Habitat et Déplacement ;
- les règlements graphiques et écrits qui définissent les différentes zones (urbaines, agricoles, naturelles et forestières) et fixent les règles d'utilisation des sols. Ils ont un caractère réglementaire opposable aux tiers ;
- les annexes : documents techniques, sanitaires, réseaux et servitudes publiques, emplacements réservés.

III – rappel

- 16 mai 2017 : approbation de la Charte relative à l'exercice de la compétence PLU entre la CALi et ses communes membres ;
- 23 septembre 2021 : procédure d'élaboration du PLUi-HD et fixant les modalités de la concertation préalable au public ;
- 18 septembre 2024 : conférence/échanges avec les Maires sur les orientations du PADD ;
- 25 septembre 2024 : le Conseil communautaire prend acte de l'organisation d'un débat sur les orientations générales du PADD
- 27 février 2025 : conférence des Maires pour échanger sur le projet de PLUi-HD avant son arrêt.

Après avoir pris connaissance et analysé les documents composant le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et Plan de mobilité,

- le Conseil Municipal après en avoir délibéré, donne un avis favorable au projet de PLUi-HD tel qu'arrêté.

XI - QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

Monsieur le Maire renseigne l'équipe municipale sur les points suivants :

XI.1 – bilan des activités de la Communauté de Brigade de gendarmerie de Coutras/Saint Médard de Guizières

Monsieur le Maire commente le bilan de la Communauté de brigades. Ce bilan fait apparaître une augmentation sensible des heures de présence sur les communes (668 en 2023 et 957 en 2024) répartie sur la sécurité routière, la délinquance et le nombre des interventions.

XI.2 – ALSH : Une première réunion s'est tenue en Mairie le 19 février avec les responsables du service Petite Enfance et Enfance Jeunesse, ceux de l'Urbanisme et le Cabinet d'études. Une visite des lieux a complété la réunion.

Le montant des travaux est estimé à 694 876 €.

XI.3 - Antenne relais : une réunion est prévue le mercredi 26 mars avec le cabinet des géomètres « Géoxitane » afin de réaliser le bornage d'une parcelle de terre de 150m² qui sera détachée d'une parcelle plus importante de 2ha6a94ca, cadastrée ZM n°51, lieu-dit cadastral « Bois de la Brande ». Il s'agit pour la société HIVORY/CELLNEX, de faire l'acquisition de cette parcelle afin que SFR implante une antenne relais de téléphonie mobile.

XI.4 – décès de Monsieur RIBEIRO : Monsieur RIBEIRO a enseigné pendant de nombreuses années au sein du groupe scolaire de la commune. Le décès est survenu le samedi 8 mars, les obsèques ont eu lieu le lundi 17 mars au cimetière de Les Eglisottes. Le déménagement de l'appartement communal sera réalisé par le personnel communal. A cet effet la commune va louer auprès du SMICVAL deux bennes. Compte tenu de l'état de l'appartement une entreprise spécialisée en matière de nettoyage sera diligentée. L'ensemble des factures (concession, location des bennes, nettoyage de l'appartement), sera présenté au Notaire chargé de la succession afin que la commune se fasse rembourser des frais engagés.

XI.5 – Superette : l'ouverture des plis a eu lieu le 26 février dans les bureaux de la CALi par la Commission des Appels d'Offres. Le choix s'est porté sur l'Enseigne VIVAL avec Monsieur GRYER comme responsable de secteur.

Le magasin occupera une superficie de 230m² avec une réserve de 20m². Il est prévu que ce magasin, outre l'épicerie, dispose d'un rayon boucherie, poissons sous vide, terminal de cuisson pour le pain, bouteille de gaz....

La pose de la première pierre devrait intervenir au cours du dernier trimestre. Un magasin de ce type doit ouvrir courant mai à Saint Martin du Bois. Monsieur GRYVER exploite également un magasin à Villegouge, Saint Genèse de Fronsac et Sauveterre de Guyenne.

XI.6 : scooter électrique : le marquage matérialisant l'emplacement qui avait été défini en réunion du Conseil, vient d'être réalisé. Pour rappel la SAS EDOC, dans le cadre d'une convention de délégation, passée avec la CALi, met à disposition des usagers un scooter électrique.

XI.7 : gymnase : les travaux touchant à leur fin, la réunion de concertation qui s'est déroulée le 12 mars avec les associations, a permis d'établir le planning d'occupation des salles.

L'ensemble des sujets ayant été examiné, la séance est levée à 22 heures.